

Conférence de presse de Genève Place Financière

14 octobre 2014

Hôtel Mandarin Oriental, Genève



Revue de presse

Etat au 21 octobre 2014



Programme de la Conférence de presse annuelle

Mardi 14 octobre 2014

de 10h00 à 12h00

Mandarin Oriental Geneva

Nicolas PICTET, Président de Genève Place Financière, Associé-gérant de Pictet & Cie Group SCA

- *Pour une place financière genevoise compétitive*

Edouard CUENDET, Directeur de Genève Place Financière

- *Résultats de l'enquête conjoncturelle 2014-2015 auprès des banques et des gérants indépendants : la place financière face à ses défis*

Questions / réponses

Journalistes présents

AGENCES DE PRESSE		
AFP	BLESSIG	Marie-Noëlle
ATS	LEMPEN	Blaise
AWP	RAPINI	Frederico
Bloomberg	BROOM	Giles
Keystone (ATS)	CAMPARDO	Sandro
Reuters	MILES	Tom
QUOTIDIENS		
Basler Zeitung	GROSS	Seraina
L'Agefi	RUCHE	Sébastien
Le Matin dimanche	ECKERT	Elisabeth
Le Temps	NOVELLO	Pierre
NZZ	KAPP	Jean-Pierre
Tribune de Genève	RODRIK	Philippe
PERIODIQUES		
Banque et Finance	BARILLET	Frédéric
Point de mire	MICHELLOD	Jean-Pierre
MEDIA ELECTRONIQUE		
RSI - Radiotelevisione svizzera italiana	FONTANA	Gabriele
RTS (Nouvo)	GAGLIARDONE	Marc
RTS (radio : Forum)	BELZER	Sylvie
RTS (Téléjournal)	JEANNERAT	Pascal
RTS (Téléjournal)	ROSSÉ	Nicolas
RTS (TTC)	MIONE	Marcel
RTS (TTC)	FISCHER	Patrick
RTS (TTC)	LUGASSY	Philippe
PRESSE ETRANGERE		
O Estado de S. Paulo	CHADE	Jamil
JOURNALISTES INDEPENDANTS		
ALC Presse	CANAL	Luigino

Table des matières

Agences de presse

AFP	14 octobre	Les banques genevoises perdent du terrain sur la gestion de fortune	p. 5
ATS	14 octobre	Climat d'expectative pour 2015	p. 7
ATS	14 octobre	Les conditions-cadres se sont détériorées	p. 8
ATS	14 octobre	Banche: Ginevra inquieta sul futuro della sua piazza finanziaria	p. 10
AWP	14 octobre	Genfer Banken blicken auf durchzogenes erstes Halbjahr zurück	p. 11
AWP	14 octobre	Banques genevoises : pas la fin du secret bancaire, selon Nicolas Pictet	p.12
AWP	14 octobre	Banques genevoises : Premier semestre mitigé marqué par des bénéfices en repli	p.13
Bloomberg	14 octobre	Pictet Warns Geneva's 'Scared Hedgehogs' Over Tax Reform	p.15
SDA	14 octobre	Genfer Bankenplatz klagt über schlechter werdende Rahmenbedingungen	p.16

Presse quotidienne

Tribune de Genève	13 octobre	La Place genevoise sera décryptée demain	p. 17
Tribune de Genève	15 octobre	Berne déçoit les banquiers genevois	p. 18
L'Agefi	15 octobre	Prudence et incertitudes	p. 19
L'Agefi	15 octobre	Douloureuse validation des modèles bancaires suisses	p. 21
Le Temps	15 octobre	La Place financière genevoise perd en compétitivité	p. 22
Le Temps	15 octobre	2015 inquiète les banquiers	p. 24
20 minutes	15 octobre	Genève dégringole	p. 25
Basler Zeitung	15 octobre	Klagen, warnen und leise drohen	p. 26
Finanz und Wirtschaft	15 octobre	UBS-Affäre in Frankreich kommt zum falschen Zeitpunkt	p. 27
Neue Zürcher Zeitung	15 octobre	Weckruf für Finanzplatz Genf	p. 29
Corriere del Ticino	15 octobre	Banche ginevrine più prudenti sui prossimi mesi	p. 30

Internet

Banque-Finance.ch	15 octobre	Edouard Cuendet sur l'enquête de conjoncture 2014-2015	p. 31
efinancialcareers	15 octobre	Am Puls des Finanzplatzes: Wie sich Beschäftigung, Gehälter und Boni in G entwickeln	p. 32
Finews.ch	15 octobre	Schweizer Privatbankier verteidigt Pauschalbesteuerung	p. 34
Market.ch	15 octobre	La Place financière genevoise bénéficie de nombreux atouts	p. 36

Médias audiovisuels

RTS info	14 octobre	Climat d'expectative pour les banques suisses en 2015	p. 37
RTS info	14 octobre	Forum : La FGPF publie les résultats de son enquête (itw N. Pictet)	p. 38
RTS La 1ère	15 octobre	Le journal du matin : itw E. Cuendet	p. 39
RTS Un	14 octobre	Le 19h30 : itw N. Pictet	p. 40
Rete Uno	14 octobre	Radiogiornale : Conférence de presse	p. 41



Les banques genevoises perdent du terrain sur la gestion de fortune

La Suisse et notamment Genève ne gèrent plus que 26% de la fortune mondiale, contre 31% en 2003. Le pays reste toutefois numéro un de la gestion de fonds.

Pour continuer à s'affirmer comme leader de la gestion de fortune, les banques genevoises veulent désormais devenir aussi un acteur incontournable de la gestion institutionnelle, soit des fonds de placement. "Nous voulons développer l'activité institutionnelle en Suisse, y créer un centre de compétence", a indiqué à l'AFP M. Pictet.

GESTION DE FORTUNE

Les banques établies à Genève, considéré comme le premier centre mondial de la gestion de fortune, ont perdu du terrain suite à la chasse aux fraudeurs fiscaux et cherchent à rebondir, selon l'organisation professionnelle Genève Place Financière.

En 2003, la Suisse et notamment Genève gérait 31% de la fortune mondiale, et en 2013, ce pourcentage est tombé à 26% (ou 2.300 milliards USD), selon le rapport Global wealth, publié par le cabinet conseil Boston Consulting.

En outre, entre 2012 et 2013, 18 banques ont fermé leurs portes à Genève, pour cause de consolidation ou de restructuration.

Mais même avec 26% seulement, la Suisse reste le pays numéro 1 de la gestion de fortune.

En 2013, quelque 37.391 personnes travaillent pour le secteur bancaire et financier à Genève. La ville compte 121 banques, 870 gestionnaires de fortune indépendants, 3.283 intermédiaires financiers, et 513 études d'avocats et de notaires.

Pour Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place financière, il est "temps de se réveiller".

Selon un classement des principales places financières internationales, Genève ne fait plus partie du top ten mondial, et occupe désormais le 13ème rang mondial, a indiqué mardi M. Pictet, lors de la conférence de presse annuelle de la Fondation.

Pour le banquier, ce recul s'explique notamment par une "détérioration des conditions cadre".

M. Pictet s'inquiète notamment de l'excès de réglementation, qui oblige les banques à embaucher de plus en plus de juristes pour être sûres qu'elles agissent en conformité avec la réglementation.

"Je l'ai dit et je le répète, arrêtons de chercher les solutions connues que de nous-mêmes, que personne ne comprend, à l'étranger surtout, et qui ne nous vaudront que des difficultés", a relevé M. Pictet.

Le banquier visait notamment la stratégie de la place financière "propre" en matière de fiscalité et d'origine des fonds mise en place par le gouvernement. Cette stratégie "n'est plus acceptable, étant donné que la Suisse s'est engagée à mettre en place l'échange automatique d'informations sur les standards de l'OCDE, a ajouté M. Pictet.

Concernant la marche des affaires au 1er semestre, une enquête menée auprès des banques à gestionnaire de fortune montre que l'argent continue à arriver.

46,9% des banques employant plus de 200 personnes indiquent que les apports nets de fonds ont augmenté entre 0% et 5% au 1er semestre.

.../...



Agences

Suite
(2/2)

Les fonds gérés à Genève viennent surtout du Moyen-Orient, des pays de l'Est et de l'Amérique Latine, qui sont les marchés clés des banquiers genevois.

En revanche, les fortune d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord se détournent de la métropole suisse.

"Un chiffre nous inquiète dans cette étude, celui qui indique que 38,5% des grandes banques à Genève ont perdu des fonds sous gestion. C'est la première fois que ces banques signalent des sorties de fonds", indique Edouard Cuenet, directeur de Genève Place Financière.

80% des nouveaux fonds viennent de l'étranger, pour les grandes banques.

Interrogé sur les fonds désormais régularisés sur le plan fiscal, les professionnels de Genève Place Financière ont indiqué que "l'immense majorité reste".

Cependant, ils sont désormais moins importants, amputés des impôts versés au fisc intéressé.

Pour continuer à s'affirmer comme leader de la gestion de fortune, les banques genevoises veulent désormais devenir aussi un acteur incontournable de la gestion institutionnelle, soit des fonds de placement.

"Nous voulons développer l'activité institutionnelle en Suisse, y créer un centre de compétence", a indiqué à l'AFP M. Pictet.

Le but est de faire venir en Suisse, et notamment à Genève, les grands gestionnaires de fonds de placement et leurs équipes, actuellement établies à Londres, New York ou Singapour.

Et pour cela, la place financière doit créer les conditions cadres adéquates, notamment sur le plan de la fiscalité et des infrastructures, a souhaité M. Pictet.

L'activité de gestion institutionnelle est très rémunératrice pour les banques, pour autant qu'elle gère beaucoup de fonds.

"Ce sont de petites équipes, qui gèrent des fonds très importants, les clients, tels que les caisses de pension, les assurances, les entreprises, apportent en général plusieurs centaines de millions d'euros, de francs ou de dollars à gérer", indique le banquier.

Selon lui, la gestion de fonds pourrait devenir le "2ème pilier" de l'activité bancaire à Genève, aux côtés de la gestion de fortune.

REPRIS PAR :



Climat d'expectative pour 2015

L'enquête conjoncturelle de Genève Place Financière reflète un climat d'expectative, selon son directeur Edouard Cuendet. La moitié des banques de plus de 200 employés estiment que l'année 2014 dans son ensemble sera une année difficile, contre 28% stable et 21% une bonne année.

Pour les banques de 50 à 200 emplois, plus de 28% considèrent 2014 comme une année difficile ou très difficile, 28% stable, 28% bonne et 14% très bonne.

Sur l'ensemble de l'année 2014, 42% des banques de plus de 200 emplois prévoient une baisse de leur bénéfice par rapport à 2013, contre 50% une hausse et 7% la quasi-stabilité. Pour les instituts plus petits, de 50 à 200 emplois, ils sont 28,6% à anticiper une forte baisse, les autres s'attendant à la stabilité (14,3%) ou à une hausse modérée (28%) ou forte (28%) de leur résultat.

Pour 2015, 69% des grands établissements escomptent la stabilité de leurs activités, 23% une détérioration, 7,7% une amélioration. Les banques plus petites sont plus optimistes: 28% tablent sur la stabilité, 14% une aggravation et 57% une bonne année.

Pas de hausse de l'emploi

Les prévisions de bénéfices évoluent dans le même sens pour l'an prochain: elles sont stables pour 45% des grandes banques avec 27% prévoyant une baisse et 18% une hausse modérée, 9% une forte hausse. Les banques plus petites ne s'attendent à aucune baisse de leur profit, pour 57% une hausse modérée et pour 42% une hausse plus forte.

Les perspectives pour l'emploi ne sont pas bonnes: 45,5% des grands établissements prévoient en 2015 des effectifs inchangés et 54% une réduction allant jusqu'à 5%. Les banques plus petites entrevoient, en revanche, à 83% des augmentations de personnel et à 16% des réductions.

La masse salariale devrait rester stable globalement, avec des hausses et des baisses prévues selon les établissements pour la part variable. Les résultats de l'enquête portent sur 75% des 19'400 emplois bancaires dans le canton et 33% des 2900 postes de gérants de fortune indépendants.

Les conditions-cadres se sont détériorées

Les conditions-cadres de la place financière se sont détériorées, a averti mardi Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place Financière. Genève perd des places en lien avec une réglementation et une action gouvernementales peu positives pour la finance, a-t-il affirmé.

Genève tombe à la 13e place du classement des centres financiers, réalisé par Z/Yen Group, et perd ainsi quatre rangs. "Ce résultat décevant est clairement le résultat d'une perte de compétitivité due à une réglementation de plus en plus lourde et à un accès au marché problématique", a déclaré Nicolas Pictet.

"La stabilité et la prévisibilité sont très importantes pour une place financière, les incertitudes sont mal venues", a souligné le président de Genève Place Financière.

Selon l'enquête conjoncturelle annuelle publiée par la Fondation, les indicateurs sont globalement à la baisse. Une majorité d'établissements de plus de 200 employés prévoient une évolution négative des apports de fonds.

Genève garde son attrait pour les ressortissants du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, mais ceux d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord s'en détournent. "Nous nous devons de réagir, car d'autres convoitent notre place", a relevé Nicolas Pictet.

Emplois en légère hausse

Les banquiers genevois font dans l'ensemble preuve de prudence. Selon le directeur de Genève Place Financière Edouard Cuendet, entre fin 2013 et juin dernier, le nombre d'emplois a augmenté de 300 personnes, soit au total 19'415 employés de 121 banques dans le canton.

Cette légère hausse des effectifs est l'effet direct de la vague réglementaire, a-t-il nuancé. Elle reflète plutôt une hausse des coûts que des revenus.

"Les banques suisses créent beaucoup plus d'emplois à l'étranger qu'en Suisse, c'est préoccupant", a commenté Nicolas Pictet. La clientèle européenne ouvre des comptes dans les succursales des banques suisses dans l'Union européenne plutôt qu'en Suisse, a-t-il indiqué.

Banque chinoise

Depuis 2012, 18 entités financières ont disparu à Genève, à la suite d'une fusion ou d'une cessation d'activité. Trois banques se sont par contre implantées dans le canton: la plus grande banque d'investissement brésilienne, BTG Pactual, qui possède une filiale à Genève depuis août 2013, la banque du Léman, ce printemps, et la société de courtage en ligne IG Bank il y a dix jours.

Une délégation du Conseil d'Etat genevois vient en outre de rentrer de Chine où elle a pesé de tout son poids pour attirer à Genève une banque chinoise. "La Suisse a un énorme atout avec l'accord de libre-échange conclu avec la Chine. Elle doit utiliser ce créneau", a noté Edouard Cuendet.

La finance contribue à hauteur de 17% du produit intérieur brut (PIB) du canton. Avec les gestionnaires indépendants, les intermédiaires financiers, les assurances, fiduciaires, études d'avocats, la branche emploie au total 37'391 personnes dans 6675 entreprises.

.../...

Tendance à la baisse

Les apports de fonds dans les banques de la place ont été positifs au premier semestre de l'année. La hausse des marchés boursiers en est la principale explication, alors que la masse sous gestion de la clientèle française, par exemple, a baissé en raison des pénalités prélevées par le fisc pour les clients qui se sont régularisés.

Edouard Cuendet a indiqué que la tendance était à la baisse: en 2013, la Suisse gérait 2300 milliards de dollars de fonds transnationaux dans la gestion de fortune privée, soit le 26% du total mondial (8900 milliards), contre 31% du total il y a dix ans (1800 milliards sur 5770 milliards). Les fonds placés à Hong Kong et Singapour ont clairement pris l'ascenseur: leur part est passée de 7% à 16% du total en dix ans.

Dispositions inutiles

Interrogé sur les conséquences du programme américain de régularisation fiscale, Nicolas Pictet, laconique, a affirmé que toute incertitude était "malvenue" et que les banques souhaitaient "un dénouement rapide".

Le président de Genève Place Financière a fustigé le "Swiss finish" qui pénalise la compétitivité de la Suisse, en critiquant des "dispositions inutiles" des projets de loi sur les services financiers et sur les établissements financiers. Il a aussi souligné l'importance des prochaines décisions en matière de fiscalité.

A noter que Zurich n'est pas épargné par ce climat d'incertitude. La ville de la Limmat perd deux rangs, à la 7e place, selon le classement de Z/Yen. New York, Londres, Hong Kong, Singapour, San Francisco et Tokyo occupent les six premières places.

REPRIS PAR :



Banche: Ginevra inquieta sul futuro della sua piazza finanziaria

Inquietudine a Ginevra riguardo alla competitività delle banche presenti sul territorio: gli istituti hanno visto gli utili calare nel primo semestre e la gran parte delle società guarda con prudenza al futuro, stando a un'indagine realizzata dalla Fondation Genève Place Financière.

"Le condizioni quadro si sono deteriorate", ha affermato il presidente Nicolas Pictet, che ha parlato di una prima parte dell'anno "deludente". Pictet ha puntato il dito contro la regolamentazione del settore, che nuoce alla prevedibilità e all'attrattiva della piazza.

Nella recente classifica dei principali centri finanziari stilata da Z/Yen Group, Ginevra è scesa al 13esimo rango, perdendo quattro posizioni. Secondo Pictet la città sul Lemano è penalizzata dall'incertezza, un fattore che è costato due posti anche a Zurigo, ora settima dopo New York, Londra, Hong Kong, Singapore, San Francisco e Tokyo.

"Gli indicatori puntano verso il basso", ha confermato il direttore della fondazione, Edouard Cuendet, commentando l'inchiesta congiunturale realizzata. La metà delle banche con almeno 200 dipendenti considera il 2014 un anno difficile, il 28% lo vede stabile mentre solo il 21% lo considera buono. Rimanendo nello stesso campione, il 54% prevede di ridurre gli effettivi nel 2015.

Fra la fine del 2013 e il giugno 2014 il numero dei dipendenti del settore è per contro aumentato di 300 unità, salendo a 19'415 per le 121 banche del cantone. Secondo Cuendet la progressione è però da mettere in relazione con l'ondata di nuove normative: riflette insomma più un incremento dei costi che dei ricavi.

"Le banche svizzere creano molti più impieghi all'estero che in Svizzera, è preoccupante", ha commentato Pictet. La clientela europea apre conti nelle succursali di banche elvetiche nell'Ue piuttosto che nella Confederazione. Il presidente di Genève Place Financière ha anche criticato il cosiddetto "swiss finish", l'aggiustamento delle norme internazionali in senso più restrittivo praticato dal legislatore elvetico.

REPRIS PAR :

**GIORNALE
del POPOLO**
quotidiano della Svizzera italiana

laRegioneticino **RSI.ch**

CORRIERE DEL TICINO

 **SWISSQUOTE**

Genfer Banken blicken auf durchzogenes erstes Halbjahr zurück

Genf (awp) - Die Genfer Banken blicken auf ein durchzogenes erstes Halbjahr 2014 mit mehrheitlich rückläufigen Gewinnzahlen zurück. Eine Mehrheit der Banken erwartet gleichwohl eine Verbesserung bis zum Jahresende, wie eine am Dienstag veröffentlichte Umfrage der Stiftung Finanzplatz Genf zeigt. Sorgen bereitet der Stiftung die abnehmende Wettbewerbsfähigkeit von Genf.

Von den grösseren Banken mit mehr als 200 Angestellten musste im ersten Semester ein gutes Drittel (38%) einen Umsatzrückgang im Vergleich zur Vorjahresperiode hinnehmen. Die verbleibenden grösseren Banken erlebten je zur Hälfte ein stagnierendes Betriebsergebnis (-2% bis +2%) respektive einen Anstieg.

Die mittleren Banken (50 bis 199 Angestellte) zeigten etwas bessere Resultate: Je 43% verzeichneten laut den Angaben eine Stagnation der Umsatzzahlen respektive eine Zunahme. Bei den kleinen Banken (unter 50 Mitarbeitende) profitierten 40% von einem Umsatzanstieg, 40% erlitten einen Rückgang während bei rund 20% eine Stagnation resultierte.

MEHRHEIT MIT GEWINNRÜCKGANG

Bezüglich Gewinnzahlen mussten bei den grossen Banken deren 57% einen Rückgang des Reingewinns um 8% oder mehr vermelden. Die kleinen Finanzinstitute (56% mit Gewinnrückgang) und die mittleren Finanzinstitute (42% mit Gewinnrückgang) schnitten nicht viel besser ab.

Für das Gesamtjahr 2014 zeigen sich die Genfer Bankhäuser dennoch zuversichtlich. So sind die Ausblicke der grossen Banken hinsichtlich Ertragswachstum zwar geteilt, eine Mehrheit erwartet aber einen Gewinnanstieg von mindestens 3%. Bei den mittleren und kleinen Instituten erwartet eine Mehrheit einen Anstieg sowohl beim Umsatz wie beim Gewinn.

IM RANKING ZURÜCKGEFALLEN

Beunruhigt zeigt sich die Stiftung bezüglich der Wettbewerbsfähigkeit des Genfer Finanzplatzes. So ist dieser zuletzt bei der halbjährlichen Aufdatierung des "Global financial centres index" aus der weltweiten Top 10 herausgefallen und findet sich noch auf Platz 13 nach Platz 9.

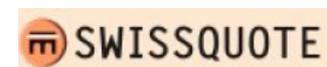
Zwar seien fast alle europäischen Finanzplätze im Rating zurückgefallen, betonte Präsident Nicolas Cuendet - Zürich sei etwa auf Platz 7 nach bisher Platz 5. Genf verliere aber an Boden wegen einer "Reglementierung und staatlichem Vorgehen, das wenig positiv für die Finanzen ist", gab sich Cuendet überzeugt. Er verwies dabei namentlich auf das Finanzdienstleistungsgesetz (FIDLEG) und das Finanzinstitutsgesetz (FINIG), die sich derzeit in der Vernehmlassung befinden, auf die Abstimmung zur Abschaffung der Pauschalbesteuerung aber auch auf die europäischen Regulierungen wie etwa "MiFID 2".

fr/tp/rw

REPRIS PAR :



Kantonalbank



Neue Zürcher Zeitung

Banques genevoises: pas la fin du secret bancaire, selon Nicolas Pictet

Genève (awp) - La Suisse n'assistera pas à la fin du secret bancaire, mais à la fin du secret fiscal, selon Nicolas Pictet, président de la fondation Genève place financière. M. Pictet a accordé une interview à AWP mardi en marge de sa conférence de presse annuelle. L'occasion d'aborder quelques sujets d'actualité du secteur bancaire, genevois ou non.

Questionné sur l'échéance fixée par le Conseil fédéral à 2018 pour l'échange automatique d'informations, Nicolas Pictet a tenu à apporter une précision: "On ne doit pas parler de la fin du secret bancaire. La confidentialité et le respect de la sphère privée (du client), c'est quelque chose qui reste très important et qui doit être respecté" a-t-il plaidé.

Pour M. Pictet, les établissements genevois ont anticipé le changement de paradigme. "Les banques ont bien compris que le monde changeait et se sont prononcées ouvertement pour l'échange automatique d'informations il y a bientôt deux ans. Le changement de direction stratégique est là. Les banques en ont pris la mesure et font ce qu'il faut", note le président.

"Un élément (...) très important dans la problématique de l'échange automatique sera de voir comment la Suisse va trouver des accords avec d'autres partenaires et lesquels", a souligné le vice-président Yves Mirabaud, lors de la conférence de presse. Pour Nicolas Pictet, on peut "imaginer" que les pays de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) seront prioritaires.

UN PROGRAMME À NE PAS PRENDRE À LA LÉGÈRE

Dans son édition du jour, le quotidien "Le Temps" a consacré un article au durcissement des conditions imposées par les autorités américaines dans le cadre du programme visant à régler le conflit fiscal. Nicolas Pictet reste prudent: "Je n'ai d'informations à ce sujet, ni des banques genevoises de la catégorie I, ni des banques de la catégorie II".

En revanche, M. Pictet ne se montre guère étonné par les révélations de la presse: "Tous ceux qui pensaient que l'on pouvait prendre ce programme à la légère (...) se sont trompés", note-t-il.

L'attractivité de la place financière genevoise a été largement abordée lors de la conférence de mardi. La Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) tente de s'implanter dans la Cité de Calvin, une arrivée que la fondation et son président verraient d'un bon oeil. "Il faut absolument concrétiser les choses", avance Nicolas Pictet.

"Nous avons des relations politiques et économiques de la meilleure qualité avec la Chine. On a eu une chance folle de négocier et de conclure un accord de libre-échange avec ce pays". Pour M. Pictet, la Confédération bénéficie d'une position "que le monde (lui) envie".

L'arrivée d'ICBC à Genève constituerait à ce titre "un signe tangible de bonne volonté mais aussi un élément de formalisation indispensable" envers la Chine, selon le président de la fondation.

fr/jq

Banques genevoises: premier semestre mitigé marqué par des bénéfices en repli

(ajoute détails et citations)

Genève (awp) - Les banques genevoises ont connu un premier semestre 2014 mitigé, marqué par une tendance au repli du bénéfice net. La majorité des établissements mise sur la prudence pour la fin de l'année et pour 2015, selon l'enquête conjoncturelle de la fondation Genève place financière présentée mardi. La compétitivité de la place genevoise suscite des inquiétudes.

"Les conditions-cadre se sont détériorées" a lancé Nicolas Pictet, président de la fondation, pour expliquer le premier semestre "décevant" des banques genevoises. M. Pictet pointe du doigt la réglementation du secteur qui nuit à la "prévisibilité" de la place et à son attractivité.

"Les indicateurs s'inscrivent à la baisse" a complété Edouard Cuendet, directeur de la fondation, au moment de commenter l'étude conjoncturelle.

La majorité des banques de plus de 200 employés (38,4%) a subi au premier semestre un recul du chiffre d'affaires 8% au minimum sur un an. Dans cette catégorie d'établissements, 30,8% ont vu leur produit d'exploitation stagner entre -2% et 2%, tandis que le reste (30,8%) a connu une croissance comprise entre 3% et 14%.

Les banques de taille moyenne (50 à 199 employés) s'en tirent mieux: 42,9% des établissements ont enregistré une évolution du chiffre d'affaires de -2 à +2% et 42,9% ont connu une hausse de 8% ou davantage.

Une tendance claire peine à se dessiner pour les petites banques (jusqu'à 49 employés), avec 40% d'établissements qui ont connu une baisse du chiffre d'affaires de 3% ou plus, 40% une hausse de 3% ou plus et 20% qui se situent entre -2% et +2%.

PETITES ET MOYENNES BANQUES S'EN SORTENT MIEUX

En termes de bénéfice net, les banques de grande taille tirent la langue. Plus de la moitié d'entre elles (57,2%) a vu son résultat fondre de 8% ou plus. Les établissements de petite et moyenne taille s'en tirent à peine mieux: ils accusent un bénéfice net en recul de plus de 3% pour respectivement 56,3% et 42,9% d'entre eux.

Les statistiques de croissance du chiffre d'affaires et d'évolution du bénéfice net semblent s'équilibrer pour les gérants de fortune indépendants. Les prévisions fournies par ces derniers démontrent un certain optimisme pour l'exercice 2014 et pour l'année 2015 .

Les actifs sous gestion à fin juin 2014 ont en règle générale évolué pour toutes les catégories d'établissements et pour les gérants de fortune indépendants. Un ralentissement est prévu toutefois: au moins 30% des banques genevoises de chaque catégorie annoncent une évolution négative de ces actifs d'ici la fin de l'année.

"Les clients continuent à faire confiance aux banques genevoises", a analysé Edouard Cuendet. Les apports

.../...

de nouveaux fonds proviennent principalement de l'étranger, plus particulièrement d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. L'Amérique du Nord et l'Ouest de l'Europe a tendance à boudier les institutions de la Cité de Calvin.

Le mouvement de consolidation entamé il y a quelques années s'est poursuivi sur la place financière genevoise. En tout, 18 établissements ont disparu depuis la dernière étude, soit à la suite d'une fusion, soit en raison d'une cession d'activités.

Edouard Cuendet s'est félicité de l'arrivée de trois banques étrangères sur sol genevois (la britannique IG Bank étant la dernière en date).

GENÈVE SORT DU TOP 10 DES PLACES FINANCIÈRES MONDIALES

Au niveau des perspectives, les établissements genevois se montrent plus optimistes pour l'exercice 2014, tout en prônant la prudence. Les banques de grande taille sont partagées sur la croissance de leur chiffre d'affaires mais prévoient dans leur majorité un résultat d'exploitation en progression de 3% au moins sur un an.

Les institutions de petite et moyenne taille attendent majoritairement une croissance du chiffre d'affaires et du bénéfice net. Edouard Cuendet a évoqué "l'embellie" prévue par les banques appartenant à ces catégories, les plus grandes se contentent de "stabilité"

La fondation a exprimé son inquiétude vis-à-vis de la compétitivité de la place financière genevoise. Celle-ci a en effet été exclue en septembre du top 10 mondial établi par le "Global financial centres index".

Genève cède quatre places pour se retrouver au 13e rang de ce classement. Nicolas Pictet, président de la fondation, souligne que pratiquement toutes les places européennes ont accusé un repli (Zurich reule de 2 place au 7e rang). Genève perd néanmoins du terrain en raison d'"une réglementation et une action gouvernementale peu positives pour la finance".

M. Pictet cite notamment les projets de loi sur les établissements et les services financiers actuellement en consultation, la prochaine votation sur l'abolition des forfaits fiscaux ou la réforme de l'imposition des entreprises en cours.

fr/al/jh

REPRIS PAR :

LE TEMPS

ALIMANDIE

 SWISSQUOTE

OCT 14, 2014 - 11:01

Oct. 14 (Bloomberg) -- Geneva residents must stop "behaving like hedgehogs on a freeway" or they will lose out in the competition among leading global financial centers, said Nicolas Pictet, a managing partner of the city's biggest bank.

Pictet said proposed changes in personal and corporate taxation and the prospect of heavier financial regulation threaten the city's international reputation. He spoke to reporters today on behalf of the Geneva Financial Center, a group representing 121 banks and more than 6,000 financial companies.

"We have everything required to succeed," said Pictet, who works for his family's bank Pictet & Cie. Group SCA. "Instead of behaving like hedgehogs on a freeway scared by the regulatory traffic and competition which will run over us, it's up to us, Geneva, Switzerland and its residents to react, to promote our immense attributes and to opt to reinforce our competitiveness."

Geneva will vote next month on whether to abolish a tax system based on living expenses that favors wealthy foreign residents who don't work. Even if the city rejects the change, the system may still be scrapped as a national referendum on the so-called lump-sum forfait takes place the same day.

Swiss citizens may also come to vote on a plan to impose a 20 percent inheritance tax on estates above 2 million francs (\$2.1 million), a federal tax on private capital gains and the removal of tax privileges for foreign companies. A new financial services law that could come into effect as early as 2016 also includes measures that could undermine the country's ability to compete, Pictet said.

Geneva dropped four places to 13th position in a ranking of the competitiveness of global financial centers last month by the research group Z/Yen. New York led London and Hong Kong atop the list, while Zurich was in seventh place.

REPRIS PAR :



BloombergBusinessweek
News From Bloomberg

Genfer Bankenplatz klagt über schlechter werdende Rahmenbedingungen

Die Rahmenbedingungen auf dem Genfer Finanzplatz haben sich verschlechtert. Dies erklärte am Dienstag Nicolas Pictet, der Präsident der Stiftung Finanzplatz Genf. Unterlegt hat er seine Aussage mit einer Erhebung des Beratungsunternehmens Z/Yen.

In der Rangliste der attraktivsten Finanzplätze ist Genf gemäss Pictet um vier Ränge auf Platz 13 abgerutscht. Dies zeige, dass der Finanzplatz Genf an Wettbewerbsfähigkeit eingebüsst habe. Zurückzuführen sei dies auf die immer drückendere Regulierungen und dem schwierigen Marktzugang.

"Die Stabilität und die Berechenbarkeit sind sehr wichtig für einen Finanzplatz, Unsicherheiten dagegen kommen ungelegen", sagte Privatbankier Pictet vor den Medien.

Derweil zeigen auf dem Finanzplatz Genf in seinen Augen alle Indikatoren abwärts: Gemäss einer Umfrage der Stiftung ist beispielsweise eine Mehrzahl der Institute mit mehr als 200 Angestellten bei neuen Kundengeldern mit einer negativen Entwicklung konfrontiert.

Gemäss Pictet hat Genf aber weiterhin eine grosse Anziehungskraft für Kunden aus dem Nahen Osten, Lateinamerika und Osteuropa. Kunden aus Westeuropa und Nordamerika würden sich dagegen abwenden.

Der Finanzplatz Zürich rangiert auf der von Pictet zitierten Rangliste übrigens hinter New York, London, Hongkong, Singapur, San Francisco und Tokio auf dem siebten Rang. Die Stadt an der Limmat ist vom fünften Platz abgerutscht und hat damit weniger Ränge eingebüsst als Genf.

REPRIS PAR :



Finance

La place financière genevoise sera décryptée demain

La fondation Genève Place Financière organise demain sa conférence de presse annuelle dans un hôtel du canton. Nicolas Pictet, président de Genève Place Financière, associé gérant de Pictet & Cie Group SCA, et Edouard Cuenet, directeur de Genève Place Financière, présenteront les résultats d'une enquête conjoncturelle pour les années 2014 et 2015 intitulée *La place financière face à ses défis*. Ils sont nombreux, alors qu'une réglementation accrue et la pression internationale se précisent sur le secteur. **R.ET.**

Mercredi 16 Genève Place Financière fait sa conférence de presse annuelle. Les résultats de son enquête conjoncturelle 2013-2014 auprès des banques et des gérants indépendants de la place y seront dévoilés. Une conférence traitera aussi des interactions avec le négoce de matières premières à Genève.

Place financière Berne déçoit les banquiers genevois

La fondation Genève Place Financière s'en prend au Conseil fédéral et à l'Union européenne
Philippe Rodrik

Les dirigeants de la fondation Genève Place Financière nous ont confié hier leurs déceptions du moment. «Dans sa présentation de la réforme de l'imposition des entreprises, le Conseil fédéral a inclus la proposition d'un impôt sur les gains en capital privé. Cette idée saugrenue conduirait au cumul de l'imposition sur la fortune et celle sur les gains en capital. Comme l'a si bien dit Xavier Oberson, avocat fiscaliste et professeur à l'Université de Genève, cette proposition risque de nous faire aboutir à l'un des pires systèmes fiscaux d'Europe», prévient Nicolas Pictet, associé-gérant de la banque Pictet & Cie Group SCA et président de la fondation Genève Place Financière.

Nicolas Pictet s'en prend ainsi à Berne, mais aussi à Bruxelles: «Au sein de l'Union européenne, la machine législative tourne à plein régime: la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, la directive sur les marchés d'instruments financiers (deuxième génération), le règlement sur les infrastructures de marché européennes et la directive sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (cinquième génération)

en sont autant d'exemples avec leurs dérives protectionnistes.»

Les banquiers genevois ont aussi manifesté des inquiétudes relatives à des intentions mal connues de Washington. L'Oncle Sam durcira-t-il les termes du programme américain, élément majeur de l'arrangement américano-suisse du 29 août 2013, visant à résoudre le litige fiscal entre les deux Etats? «Je ne peux pas répondre à cette question. Les autorités américaines traitent avec chaque banque, mais pas avec la place financière suisse dans son ensemble. Nous ne savons donc pas comment se déroulera cette affaire et cela constitue une incertitude supplémentaire», regrette le président de Genève Place Financière.

Plus de cent établissements helvétiques attendent de connaître le degré d'appétit du Département américain de la justice (DoJ). Mais Nicolas Pictet insiste bien davantage sur les faiblesses d'élus suisses. Il dénonce ainsi les excès de zèle de nos législateurs, lorsqu'ils introduisent «des dispositions non requises par les standards internationaux et préjudiciables à notre compétitivité».

La compétitivité reste précisément la préoccupation majeure de Genève Place Financière. Ses responsables déplorent le recul de quatre rangs et, par conséquent, le classement de Genève en treizième position du dernier Global Financial Centres Index,

publié deux fois par an par le consultant londonien Z/Yen Group. «L'affaiblissement de Genève dans ce *ranking* des principales places financières internationales, établi en fonction de leur compétitivité, est lié à une réglementation et une action gouvernementale peu favorables à la finance. En d'autres

«Cette idée saugrenue conduirait [...] à l'un des pires systèmes fiscaux d'Europe»



Nicolas Pictet
Président de
Genève Place
Financière

termes, les conditions-cadres se sont détériorées et la volonté du Conseil fédéral de les améliorer est incertaine», estime Nicolas Pictet.

Au-delà de l'amertume actuelle, les perspectives d'emplois s'avèrent mitigées. Selon l'enquête de Genève Place Financière, 54% des établissements de plus de 200 collaborateurs prévoient de dégraisser leurs effectifs jusqu'à 5% l'an prochain, au bout du Léman. Plus de 80% des banques de plus petite dimension devraient cependant y accroître leur personnel.

Prudence et incertitudes

PLACE FINANCIÈRE. *Banques et gérants genevois en position d'attente face aux futures évolutions réglementaires.*

SÉBASTIEN RUCHE

Dorénavant classée 13e, la place financière genevoise perd quatre rangs au dernier classement «Global Financial Centres Index». Cette sortie du top 10 mondial s'effectue dans un contexte de profonde interrogation et de manque de visibilité, comme l'illustre le dernier sondage de la fondation Genève Place Financière, dévoilé hier.

Le calme avant la tempête, tout en espérant qu'elle ne viendra pas. Les données chiffrées du sondage reflètent une stabilité, voire un léger recul de l'activité de gestion à Genève au premier semestre de cette année.

Le produit d'exploitation est généralement stable ou en faible recul, alors que le bénéfice net est orienté à la baisse chez la moitié des participants au sondage (57% des banques de 200 emplois et plus; 43% des banques de 50 à 199 emplois; 56% des banques de 1 à 49 emplois et 46% des gérants indépendants).

Cette dégradation de la rentabilité n'est pas la conséquence d'une hausse des salaires. Toutes catégories confondues, une majorité d'acteurs font état de salaires stables au premier semestre par rapport à 2013 – pour la part fixe comme pour la part variable.



En revanche, des recrutements ont été effectués par toutes les catégories d'acteurs. Le nombre total de collaborateurs a ainsi progressé de 300 unités par rapport à fin 2013, pour atteindre un total de 37.391 (dont 19.415 dans les banques).

Dans le détail, les recrutements dans le front ont été plus fréquents dans les banques de moins de 50 employés, tandis que les établissements de taille moyenne sont ceux qui ont le plus engagé dans la compliance ou le contrôle du risque. Une conséquence de l'évolution du paysage réglementaire, souligne le directeur de la

fondation, Edouard Cuendet. Les frais généraux – hors rémunérations – progressent généralement de 3% à 7%, et expliquent également la pression sur les marges (ces dernières ne font pas l'objet d'estimations précises dans le sondage).

Les actifs sous gestion ont été stables ou en légère hausse dans les plus grands établissements, alors que la progression est plus marquée pour les banques de taille inférieure. Les gérants indépendants (GFI) sont pratiquement aussi nombreux à témoigner d'un recul que d'une progression des AuM.

.../...

L'effet marchés est certainement important dans ces tendances, puisque les afflux nets de fonds ont été négatifs pour environ 40% des grandes banques et des GFI, et 30% des banques moyennes.

Les réponses qualitatives à ce sondage dépeignent pour leur part un attentisme plus ou moins anxieux face aux développements réglementaires à venir.

Une majorité des sondés s'attend à une stabilité ou un léger progrès de leur produit d'exploitation en 2014. Le bénéfice net devrait rester stable ou progresser modérément pour une majorité de sondés, de même que la masse salariale (hors part variable).

On notera au passage un certain regain d'optimisme chez les gérants indépendants. Moins de 40% d'entre eux s'attendent à une baisse de leur bénéfice, alors qu'ils étaient plus de 50% à le prévoir en 2013.

Pour 2015, les plus grands acteurs se déclarent plus prudents, probablement à cause de leur forte orientation internationale.

Les intermédiaires financiers ont-ils le sentiment d'avoir touché le fond? Probablement, si les diverses incertitudes sur les conditions cadres trouvent une issue positive. Au cas contraire, le fond risque d'être beaucoup plus profond, se désole un dirigeant bancaire.

Douloureuse validation des modèles bancaires suisses

Les actifs gérés progressent mais sont de plus en plus déposés à l'étranger. Au détriment de l'emploi à Genève.

SEBASTIEN RUCHE

Les banques genevoises sont toujours en phase de croissance sensible, mais ce développement se réalise surtout à l'étranger. Cette nouvelle validation des modèles bancaires suisses et de la gestion aura des conséquences sur l'emploi et les recettes fiscales.

La nouvelle clientèle privée a de plus en plus tendance à ouvrir des comptes dans les filiales des groupes suisses situées dans les pays de résidence. La tendance a été qualifiée hier d'alarmante par Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place Financière en conférence de presse, qui a également communiqué les

résultats de son traditionnel sondage.

Cet important mouvement d'«onshorisation» n'a pas encore d'impact visible sur l'emploi, mais ce sera le cas dans les années qui viennent. Même chose pour la fiscalité: la place genevoise représente 17% du PIB cantonal, et 25% des recettes fiscales du canton et des communes.

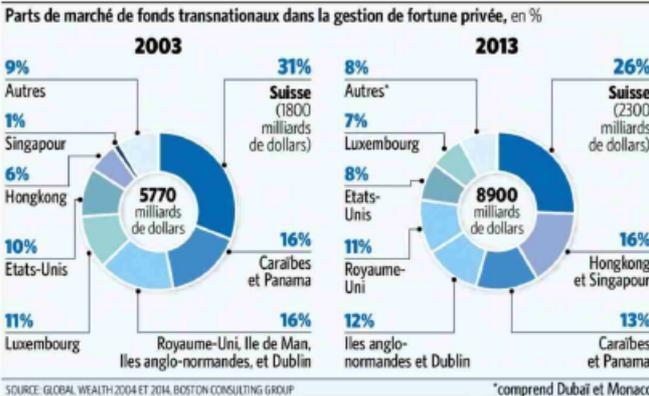
Cette tendance n'est pourtant pas que négative. Elle prouve aussi que le savoir-faire et les performances de gestion sont toujours jugés attractifs à l'étranger. Et elle déstabilise les vieux clichés des banques coffre-fort qui n'avaient

que la discrétion à offrir à des clients captifs, car réticents à changer d'établissement ou à attaquer leur gérant en cas de problème. Même s'ils apprécient ce relais de croissance, les milieux bancaires se disent consternés de devoir s'expatrier pour exercer des métiers typiquement suisses et reconnus dans le reste du monde.

Surtout, disent-ils, à cause d'un cadre réglementaire suisse perçu comme trop restrictif, exagérément exigeant ou – comble de l'ironie pour un pays longtemps apprécié pour sa stabilité – devenu imprévisible.

La place financière genevoise perd en compétitivité

Fonds offshore: la Suisse face à ses concurrents mondiaux



> Banques La Fondation Genève Place Financière veut jouer son rôle de lobbyiste pour contrer le «Swiss finish»

> Son président, Nicolas Pictet, déplore la détérioration des conditions-cadres

Pierre Novello

La place financière genevoise a subi une chute dans le classement bimestriel établi par Z/Yen Group depuis 2007. Genève n'apparaît plus qu'au 13e rang, perdant plus de quatre places par rapport à l'évaluation de l'année dernière. Face à ce constat, Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place Financière, a mis en garde mardi à Genève

contre les effets néfastes du «Swiss finish» dans notre arsenal législatif, à l'occasion de la conférence de presse annuelle de présentation de

son enquête conjoncturelle 2014-2015.

L'associé-gérant de Pictet explique le recul de Genève dans la hiérarchie des places financières: «Une réglementation et une action gouvernementale peu positives pour la finance. En d'autres termes, les conditions-cadres se sont détériorées et la volonté du gouvernement de les améliorer est incertaine.» Genève n'est toutefois pas la seule à être rétrogradée: c'est également le cas de Zurich, du Luxembourg ou des centres offshore tels que Jersey et Guernesey.

Les résultats de l'enquête conjoncturelle confirment cette dégradation, avec des indicateurs globalement en baisse. La place genevoise continue cependant d'enregistrer de nouveaux apports de fonds, qui viennent prioritairement de l'étranger, en particulier du Moyen-Orient, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, indique Edouard Cuendet, le directeur de la fondation. Cet indicateur doit toutefois être nuancé, poursuit-il, même s'il ne veut pas «jouer les Cassandra»: 38,5% des plus grands établissements ont enregistré des retraits de

fonds (notamment de clients d'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest), alors qu'il n'y en avait aucun lors de l'exercice précédent. «Les ajustements ne sont pas encore terminés. C'est ainsi que les intermédiaires financiers sont prudents sur les perspectives pour 2015 tant en termes d'emplois que de bénéfices compte tenu de l'évolution des conditions-cadres», poursuit-il.

Dans cet environnement, la fondation veut jouer son rôle de lobbyiste en luttant contre la poursuite de la dégradation de ces fameuses conditions-cadres, et en particulier le «Swiss finish». Pour la loi sur les services financiers, Nicolas Pictet fustige «des dispositions inutiles et qui vont bien au-delà de ce que font nos voisins. Il n'est ainsi pas concevable que les intermédiaires financiers fassent l'objet d'une présomption de culpabilité.» Par ailleurs, «la reprise de la stratégie de conformité fiscale dite «Weissgeldstrategie» dans le projet de loi sur les établissements financiers n'est pas plus acceptable, alors que la Suisse s'est engagée à pratiquer l'échange automatique d'informations conformément au standard de l'OCDE».

.../...

«La volonté du gouvernement d'améliorer les conditions-cadres est incertaine»

Autre cheval de bataille de la fondation, les questions fiscales. Le président met ainsi en garde contre les effets de différentes initiatives bientôt soumises au peuple ou de projets de loi: la suppression de l'imposition d'après la dépense, qui pourrait faire perdre d'importants revenus fiscaux et de grands consommateurs; l'introduction d'un impôt fédéral de succession; la création d'un impôt fédéral sur les gains en capital privé. Quant à la réforme de l'imposition des entreprises, «Genève doit absolument réussir cet exercice. Il en va du maintien sur notre sol des multinationales et des dizaines de milliers d'emplois qu'elles génèrent», souligne Nicolas Pictet.

Le succès d'une place financière ne peut toutefois pas se résumer à de pures questions juridiques et légales. Dans quel domaine la Suisse pourrait-elle améliorer ses prestations pour regagner du terrain face à la concurrence internationale? A cette question, Nicolas Pictet cite l'asset management, c'est-à-dire la gestion institutionnelle: «Cette activité n'est clairement pas assez développée en Suisse. L'Association suisse des banquiers a entrepris une réflexion sur cette question et en a fait une priorité stratégique. Mais il faut des gens compétents qu'on puisse attirer en Suisse. C'est la principale préoccupation.»

2015 inquiète les banquiers

L'année prochaine risque d'être plus difficile pour le secteur bancaire suisse, qui recule dans les classements internationaux. L'enquête conjoncturelle de Genève Place Financière révèle certes que l'argent afflue toujours de l'étranger. Mais près de 40% des grands établissements ont subi des retraits de fonds cette année. «Les conditions-cadres se sont détériorées et la volonté du gouvernement de les améliorer est incertaine», dénonce **Nicolas Pictet**, président de la Fondation Genève Place Financière. S'y ajoutent les menaces sur l'attractivité fiscale du pays.



Genève dégringole

BANQUES. La Cité de Calvin est tombée au 13^e rang du classement des centres financiers mondiaux, réalisé par Z/Yen Group, perdant quatre places. «Ce résultat décevant est clairement dû à une perte de compétitivité, liée à une réglementation de plus en plus lourde et à un accès au marché problématique», a déclaré Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place Financière. Ainsi, une majorité d'établissements de plus de 200 employés prévoit une évolution négative des apports de fonds.

Klagen, warnen und leise drohen

Die Politik gefährde die Wettbewerbsfähigkeit des Genfer Finanzplatzes, sagt Nicolas Pictet

Von Seraina Gross, Genf

Die Vertreter des Genfer Finanzplatzes schauen mit grosser Sorge auf die politischen Bestrebungen, die Regulierung der Schweizer Finanzindustrie auf EU-Verträglichkeit zu trimmen. Geschehen soll dies mit einem nicht weniger als vier umfangreiche Gesetze umfassenden Legiferierungsvorhaben. Die nur innerhalb der Landesgrenzen tätigen Kantonalbanken lehnen die bundesrätlichen Vorschläge teilweise rundweg ab. Die Genfer Bankiers, die auf den Zugang zu ausländischen Märkten angewiesen sind, wehren sich zwar nicht grundsätzlich gegen entsprechende Anpassungen. Für unnötig und gefährlich aber halten sie das Vorhaben, den ohnehin schon umfangreichen Gesetzeskomplex noch zusätzlich mit einem «Swiss Finish» zu belasten.

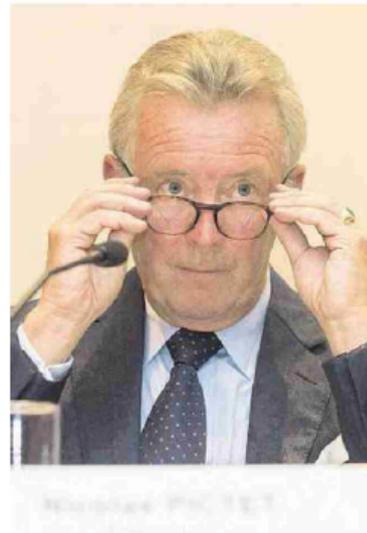
Ein Dorn im Auge ist den Genfer Privatbankiers insbesondere die vorgesehene Bestimmung, wonach die Beweislast bei Streitfällen in der Beratung beim Etablissement liege. Es sei undenkbar, die Finanzdienstleister einer «présomption de culpabilité», einem Generalverdacht, auszusetzen, und es sei auch nicht zulässig, ihnen selbst bei unbegründeten Klagen die Verfahrenskosten aufzuerlegen, sagte Nicolas Pictet, geschäftsführender Teilnehmer bei Pictet und Präsident der Interessenorganisation Genève Place Financière, gestern in Genf. Es dürfe nicht sein, dass die Schweizer Politik die notwendigen Anpassungen dazu nutze, zusätzliche, für den Schweizer Finanzplatz schädliche Bestimmungen gesetzlich zu verankern. «Hören wir auf, nach gesetzgeberischen Lösungen zu suchen, die es nur bei uns gibt, die niemand sonst versteht, vor allem im Ausland nicht, und mit denen wir uns nur

Schwierigkeiten einhandeln», so Pictet.

Genf ist stärker exponiert

Die deutlichen Worte sind vor dem Hintergrund zu verstehen, dass die Genfer Bankiers gesetzgeberische Irrläufer insbesondere beim Finanzdienstleistungsgesetz und beim Finanzinstituts-gesetz wohl noch schmerzhafter zu spüren bekämen als ihre Zürcher Kollegen. Der Genfer Finanzplatz ist noch immer weit weniger breit aufgestellt als die Zürcher Finanzindustrie mit ihren grossen Geschäftsbanken, auch wenn in Genf mit dem Ausbau der Finanzierung des Rohstoffhandels in den letzten Jahren eine wichtige Diversifizierung zum traditionellen Vermögensverwaltungsgeschäft dazu gekommen ist. Ablesen lässt sich das am inzwischen hohen Bestand von 56 Auslandbanken in Genf. Ausländische Institute wie die britische HSBC, die grösste Auslandbank auf dem Platz Genf, beschäftigten im Oktober 2013 zusammen 8487 Angestellte, bei den beiden grossen Privatbanken Lombard Odier und Pictet waren es zum gleichen Zeitpunkt 2819. Insgesamt beschäftigten die Genfer Institute 19 415 Angestellte.

Aus den gestern publizierten Zahlen zum Genfer Finanzplatz lässt sich allerdings noch nicht auf eine entscheidende Verschlechterung der Wettbewerbsfähigkeit schliessen. Zu Sorge Anlass geben könnte allenfalls die deutlich schlechtere Platzierung auf dem letzten Global Financial Centres Index, der im September erschien. Der Verlust von nur vier Rängen in nur sechs Monaten ist beträchtlich. Zudem fällt Genf mit dem neu 13. Platz aus den Top Ten der kompetitivsten Finanzplätze der Welt. «Das ist enttäuschend», sagte Nicolas Pictet gestern, auch wenn man feststellen müsse, dass alle europäischen



In Sorge. Nicolas Pictet warnt davor, die Genfer Banken mit einem «Swiss Finish» zu belasten. Foto Keystone

Finanzplätze, insbesondere Zürich (minus 2 Plätze, neu auf Platz 7, als erster Finanzplatz auf dem europäischen Festland hinter New York, London, Hongkong, Singapur und San Francisco, Tokio) und Luxemburg (minus 3, neu Platz 15) Plätze verloren hätten. Wenn die Regulierung weiter fortschreite, so sei zu befürchten, dass Genf weiter abrutsche, sagte Nicolas Pictet.

Die aus einer Befragung der Finanzinstitute hervorgehenden Zahlen aber bestätigen vorerst noch den Befund, zu dem die BAK Basel vor Wochenfrist mit Blick auf den ganzen Finanzplatz kam: Die Schweizer Finanzindustrie ist wieder auf Kurs, ihr Wachstum liegt sogar leicht über demjenigen der ganzen Wirtschaft.

«UBS-Affäre in Frankreich kommt zum falschen Zeitpunkt»

Nicolas Pictet, Präsident der Fondation Genève Place Financière, ist für den Finanzplatz Genf zuversichtlich – falls die Initiative zur Abschaffung der Pauschalbesteuerung und die Erbschaftsteuerinitiative abgelehnt werden.



Hofft auf die Ansiedlung einer chinesischen Bank in Genf: Banquier Nicolas Pictet.

Als Präsident der Fondation Genève Place Financière, die am Dienstag ihre Jahrespressekonferenz durchführte, plädiert Nicolas Pictet für eine Entspannung im französisch-schweizerischen Verhältnis: «Ich hoffe sehr, dass bald nachhaltige Lösungen gefunden werden können», sagt der Banquier im Interview. Hoffnungen setzt er auf die Ansiedlung einer chinesischen Bank in Genf: «Wir sind zuversichtlich, dass wir hier schon bald Erfolge melden können.»

Herr Pictet, wie beeinflussen die jüngsten Friktionen mit Paris den Finanzplatz Genf?

Ich würde nicht von Friktionen, sondern eher von Diskussionen sprechen. Und es handelt sich auch nicht um einen Disput zwischen Paris und Genf, sondern zwischen Frankreich und der Schweiz. Solche Probleme können und sollten jedoch nicht vom Wesentlichen ablenken: Die Schweiz und Frankreich sind an einem guten nachbarschaftlichen Verhältnis interessiert. Das haben kürzlich auch Gespräche mit den beiden französischen

Ministern Michel Sapin sowie Pierre Moscovici deutlich gemacht. Niemand ist an einer Verschlechterung des Verhältnisses zwischen der Schweiz und Frankreich interessiert.

Trotzdem: Welche Haltung wünscht sich Genf in dieser Frage von UBS?

Der Finanzplatz Genf hat in dieser Frage keine spezifischen Wünsche an die Grossbank UBS, die ebenfalls wichtiger Bestandteil des Finanzplatzes Genf ist. Wir sollten auch nicht verkürzt davon ausgehen, dass Genf lediglich von französischen Kunden lebt. In Tat und Wahrheit ist der Finanzplatz Genf sehr breit aufgestellt. Sicher ist es so, dass die Affäre UBS zum falschen Zeitpunkt kommt – umso mehr, als der Ruf der Schweizer Banken seit einiger Zeit deutlich besser ist. Die Schweiz ist daran, den automatischen Informationsaustausch zu übernehmen, und französische Kunden regularisieren sich.

Was erhofft sich Genf in dieser Frage

vom Bundesrat?

Die vorhin erwähnten hochrangigen Besuche französischer Minister in der Schweiz unterstreichen den besonderen Charakter der französisch-schweizerischen Beziehung aus geografischen, historischen und kulturellen Gründen. Mehrere Probleme harren jedoch einer Lösung, und nicht alle betreffen die Finanzindustrie. Der Flughafen Basel ist ebenfalls Gegenstand eines schweizerisch-französischen Disputs. Ich hoffe sehr, dass hier und in anderen Fragen bald nachhaltige Lösungen gefunden werden können – eine Einschätzung, die meiner Meinung nach auch in Bern geteilt wird.

«Niemand ist an einer Verschlechterung des Verhältnisses zwischen der Schweiz und Frankreich interessiert.»

.../...

Genf profitiert von Neuansiedlungen, z.B. IG Group. Ist anderes in der Pipeline?
Die Region Genf darf sich in der Tat glücklich schätzen, über einen eigentlichen Finanz- und Rohstoffcluster zu verfügen,

der die verschiedensten Branchen nährt. Diesem müssen wir Sorge tragen. Neuansiedlungen wie die von IG Group oder der brasilianischen Bank BTG Pactual zeigen, dass wir auch vis-à-vis von Zürich attraktiv sind. Das nächste grosse Projekt ist nun sicher die Ansiedlung einer chinesischen Bank in Genf. Eine Delegation des Genfer Regierungsrats hat vor diesem Hintergrund vor einigen Wochen Peking besucht. Wir sind zuversichtlich, dass wir hier schon bald Erfolge melden können.

Wie sieht es im Genfer Private Banking aus? Wie beeinflusst die neue Offenheit die Geschäftspolitik der Privatbanken?

Die Transparenz zeigt zuerst einmal, wie breit aufgestellt, wie solide und wie stark und innovativ die Genfer Privatbanken sind. Es wird nun aber auch deutlich, wie wichtig der Marktzugang nicht einzig für die Genfer Privatbanken, sondern den gesamten Finanzplatz Schweiz ist.

In Ihrer Präsidialadresse zitieren Sie Studien, wonach Genf in den Klassierungen Plätze verliert. Teilen Sie die Einschätzung?
Genf, Zürich, aber auch andere Finanzplätze wie Luxemburg oder Jersey verlieren an internationaler Attraktivität – das ist eine Tatsache, die sich nicht leugnen lässt. Was die Schweiz betrifft, ist ein Teil des Rück-

schlags darin begründet, dass die Rechtssicherheit in der Schweiz nicht mehr gleich gross ist wie in der Vergangenheit. Und das wiederum hat mit politischen Vorlagen und Abstimmungen zu tun, die anstehen.

Im Zusammenhang mit laufenden Gesetzesvorhaben wie Fidleg warnen Sie vor einem Swiss Finish. Kann sich die Schweiz einen solchen nicht leisten?
Nein, ganz sicher nicht. Wir leben in einem

intensiven internationalen Wettbewerb. Es ist zum Beispiel klar, dass wir mit dem Fidleg die Vorgaben des europäischen Regelwerks Mifid II übernehmen müssen und übernehmen wollen. Allerdings wird nun versucht, anderes in dieses Gesetz zu schmuggeln, das überhaupt nichts mit Mifid zu tun hat. Es macht beispielsweise keinen Sinn, die Beweislast umzukehren – zumal die Gefahr besteht, dass dies später auch für weitere Branchen gelten wird.

Sie sprechen von unnötigen Plänen – sind das nicht sehr harte Worte?

Nein, es gibt wirklich völlig Unnötiges in den Gesetzesvorlagen. Wir brauchen beispielsweise sicher kein Register der Vermögensverwalter. Ein solches Register zu führen, wäre teuer und ein absoluter Leerlauf. Dies ist auch nicht unter dem Titel Mifid erforderlich.

Sie plädieren für die Pauschalbesteuerung, obwohl Zürich mit der Abschaffung keine schlechten Erfahrungen gemacht hat. Wäre die Annahme der entsprechenden Initiative wirklich eine Katastrophe für Genf?

Man sollte sich davor hüten, die Abschaffung in Zürich bereits als Erfolg zu interpretieren. Zürich ist umgeben von Kantonen mit tiefen Steuern, was sehr disziplinierend wirkt. Es darf tatsächlich nicht vergessen werden, dass sich viele pauschalbesteuerte Personen eben in diesen benachbarten Kantonen niedergelassen haben. In Genf haben wir eine andere Situation; es ist nicht zu übersehen, dass nicht weniger als 150 Mio. Fr. Steuereinnahmen aus der Pauschalbesteuerung stammen. Dazu kommt, dass anderswo in Europa solche Regime nun gerade eingeführt werden, beispielsweise in Portugal. Die Portugiesen wissen, weshalb. Die Pauschalbesteuerung bringt Einnahmen und zieht Leute an, die überdurchschnittlich viel konsumieren und investieren – wovon letztlich alle profitieren.

nen mit tiefen Steuern, was sehr disziplinierend wirkt. Es darf tatsächlich nicht vergessen werden, dass sich viele pauschalbesteuerte Personen eben in diesen benachbarten Kantonen niedergelassen haben. In Genf haben wir eine andere Situation; es ist nicht zu übersehen, dass nicht weniger als 150 Mio. Fr. Steuereinnahmen aus der Pauschalbesteuerung stammen. Dazu kommt, dass anderswo in Europa solche Regime nun gerade eingeführt werden, beispielsweise in Portugal. Die Portugiesen wissen, weshalb. Die Pauschalbesteuerung bringt Einnahmen und zieht Leute an, die überdurchschnittlich viel konsumieren und investieren – wovon letztlich alle profitieren.

«Genf ist so etwas wie Davos am See – allerdings nicht nur im Januar, sondern das ganze Jahr.»

Ähnlich kritisch beurteilen Sie die Erbschaftssteuerinitiative. Ist die Angst aus Sicht von Genf berechtigt?

Auch hier müssen wir sehr vorsichtig sein, das zeigt schon der Blick über die Landesgrenzen hinaus. In Frankreich wird von Generation zu Generation Kapital vernichtet, was unter anderem verheerende Folgen für die industrielle Basis des Landes hat. Das dürfen wir nicht wollen. Dazu kommt, dass es sich bei der Erbschaftssteuer ja um eine klassische Doppelbesteuerung handelt. Das Geld wurde schon besteuert.

Wie wichtig ist für Genf die Unternehmenssteuerreform III?

Die Unternehmenssteuerreform III muss unter allen Umständen gelingen. Das ist nicht einzig für den Standort Genf wichtig, sondern für die ganze Schweiz. Nur so können wir die internationalen Firmen, die Prosperität garantieren, in der Schweiz halten. In Genf muss es möglich sein, die Unternehmenssteuer auf 13% zu senken. Erreichen wir das, bleiben wir auch international wettbewerbsfähig.

Sind diese anstehenden Abstimmungen und Entscheidungen nicht auch eine Chance für den Finanzplatz Schweiz und Genf – da damit letztlich die Rechtssicherheit erhöht werden kann?

Das ist sicher so, zumal die Rechtssicherheit seit zwei bis drei Jahren erodiert wird. Wenn es uns mit guten Gesetzen und entsprechenden Abstimmungen gelingt, diesen Prozess zu stoppen, profitieren davon alle.

Wie wird sich der Finanzplatz Genf im internationalen Wettbewerb in fünf und in zehn Jahren präsentieren?

Aufgrund der Internationalität und der breiten Verankerung des Finanzplatzes Genf bin ich recht optimistisch. Genf ist so etwas wie Davos am See – allerdings nicht nur im Januar, sondern das ganze Jahr. Der wirtschaftliche, gesellschaftliche, kulturelle und diplomatische Reichtum in unserer Stadt ist einmalig und lebt vom hohen Anteil von Bürgern mit ausländischen Wurzeln.

REPRIS PAR :



Weckruf für Finanzplatz Genf

Kompetitivität muss erhöht werden

jpk. Genf · Die Rückstufung des Genfer Finanzplatzes auf dem Global-Financial-Centres-Index hat die Banker am Genfersee getroffen. Nicolas Pictet, Präsident der Stiftung Genève Place Financière, hat die Tatsache, dass Genf nun nur noch den 13. Rang belegt, als schwere Enttäuschung bezeichnet. Genf habe im Vergleich zur vorangehenden Klassierung vier Ränge verloren und sei damit aus der Gruppe der zehn besten Finanzplätze ausgeschieden. Die Rangierung zeige klar, dass der Genfer Finanzplatz wegen der anhaltenden Ungewissheit über den künftigen gesetzlichen Rahmen zur Bankenregulierung in der Schweiz gelitten habe. Es sei kein Trost, dass zusammen mit Genf auch fast alle andern europäischen Finanzplätze zurückgefallen seien.

Warnung vor Alleingang

Angesichts der enttäuschenden Entwicklung will der Genfer Finanzplatz reagieren und sich dafür einsetzen, dass die Rahmenbedingungen für den Finanzplatz Genf und den Finanzplatz Schweiz sich wieder verbessern. In diesem Zusammenhang appellierte Pictet einmal mehr an den Bundesrat, sich bei der Neuregulierung des Bankensektors nicht zu übereilten Eigeninitiativen hinreissen zu lassen. Es sei klar, dass die Schweiz den Vorgaben der EU folgen müsse, wenn der Zugang zu diesem Markt beibehalten werden solle. Es sei aber nicht notwendig, noch weiter-

gehende Massnahmen zu verabschieden, welche die Kompetenz des Finanzplatzes weiter einschränkten.

Es gehe nicht an, erklärte Pictet weiter, dass Intermediäre im Fall einer Klage ihre Unschuld beweisen müssten. Vielmehr liege es am Kläger, deren Fehlverhalten nachzuweisen. Pictet warnte auch vor negativen Auswirkungen der Annahme der Initiativen zu Pauschalbesteuerten, der Einführung einer neuen Erbschaftssteuer und einer Kapitalgewinnsteuer. Die Schweiz dürfe ihre steuerlichen Vorteile nicht aufgeben.

Durchgezogene Bilanz

Auch die am Dienstag veröffentlichte Umfrage unter Genfer Banken zeigt ein eher durchgezogenes Bild. Zwar vermeldet die Mehrzahl der Finanzinstitute für die erste Jahreshälfte einen Zuwachs bei den verwalteten Vermögen. Gleichzeitig bezeichnen vor allem grössere Banken die Geschäftsentwicklung in dieser Sparte als schwierig. Dazu passt auch die Tatsache, dass sich ein Teil der grösseren Banken eher enttäuscht zum Betriebsergebnis für die ersten sechs Monate des laufenden Jahres äussert und für das Gesamtjahr mit einem schlechteren Ergebnis als 2013 rechnet.

Die Zahl der in Genf ansässigen Banken nahm im vergangenen Jahr weiter leicht auf 121 ab, bei gleichzeitig gestiegenem Personalbestand. Auch im gesamten Sektor der Finanzdienstleister stieg die Zahl der Mitarbeiter, vor allem wegen der zusätzlichen Compliance-Anforderungen.

REPRIS PAR :

FACTS

INDAGINE

Banche ginevrine più prudenti sui prossimi mesi

■ La piazza finanziaria ginevrina sta attraversando una fase delicata e c'è inquietudine riguardo alla competitività delle banche presenti sul territorio: gli istituti hanno visto infatti gli utili calare nel primo semestre e la gran parte delle società guarda con prudenza al futuro, stando a un'indagine realizzata dalla Fondation Genève Place Financière.

«Le condizioni quadro si sono deteriorate», ha affermato il presidente Nicolas Pictet, che ha parlato di una prima parte dell'anno «deludente». Pictet ha indicato tra le cause di questa fase di difficoltà del settore la regolamentazione del settore, che nuoce alla prevedibilità e all'attrattiva della piazza.

Nella recente classifica dei principali centri finanziari stilata da Z/Yen Group, Ginevra è scesa in 13. posizione, calando di quattro gradini.

Secondo Pictet la città sul Lemano è penalizzata dall'incertezza, un fattore che è costato due posti in classifica anche a Zurigo, ora settima dopo New York, Londra, Hong Kong, Singapore, San Francisco e Tokyo.

«Gli indicatori puntano verso il basso», ha confermato il direttore della fondazione, Edouard Cuendet, commentando l'in-

chiesta congiunturale realizzata. La metà delle banche con almeno 200 dipendenti considera il 2014 un anno difficile, il 28% lo vede stabile mentre solo il 21% lo considera buono. Rimanendo nello stesso campione, il 54% prevede di ridurre gli effettivi nel 2015.

Fra la fine del 2013 e il giugno 2014 il numero dei dipendenti del settore è per contro aumentato di 300 unità, salendo a 19.415 per le 121 banche del cantone. Secondo Cuendet la progressione è però da mettere in relazione con l'ondata di nuove normative: riflette insomma più un incremento dei costi che dei ricavi.

«Le banche svizzere creano molti più impieghi all'estero che in Svizzera, è preoccupante», ha commentato ancora il presidente Nicolas Pictet.

La clientela europea apre conti nelle succursali di banche elvetiche nell'Unione europea piuttosto che nella Confederazione.

Il presidente di Genève Place Financière ha anche criticato il cosiddetto «swiss finish», cioè l'aggiustamento delle norme internazionali in senso più restrittivo praticato in questi anni dal legislatore elvetico.

Edouard Cuendet sur l'enquête de conjoncture 2014-2015 de la place financière genevoise

Edouard Cuendet, Directeur de la Fondation Genève Place Financière, analyse les marchés et les défis que vont devoir les banques suisses dans les mois à venir.



<http://www.banque-finance.ch/2014/10/14/edouard-cuendet-sur-lenquete-de-conjoncture-2014-2015-de-la-place-financiere-genevoise/>



Nicolas Pictet

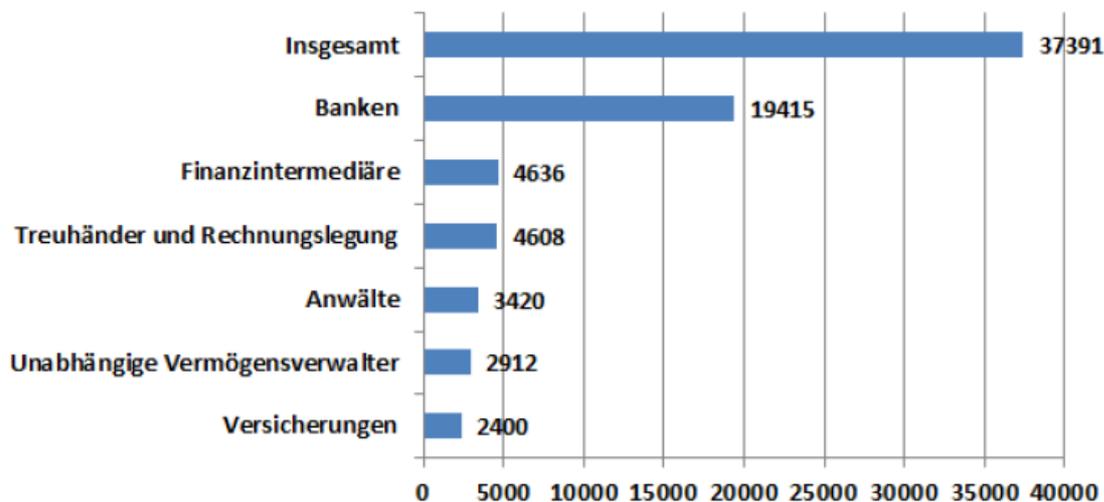
Zerknirscht musste Nicolas Pictet, President der „Fondation Genève Place Financière“ eingestehen, dass Genf gegenüber anderen Finanzplätzen an Wettbewerbskraft verliert. So reichte es im Finanzplatz-Ranking von Z/Yen nur noch für den 13. Platz – weit hinter Zürich, das immerhin auf dem 7. Platz landete. Für das Debakel machte Pictet u.a. den mangelnden Zugang für Schweizer Privatbanken zu bestimmten europäischen Märkten wie Frankreich und die „erodierende“ Rechtssicherheit in der Schweiz verantwortlich.

Die von Pictet vorgestellte Studie „Enquête conjoncturelle. Résultats 2014-2015“ zum Zustand des Finanzplatzes Genf enthält jedoch auch einige Lichtblicke. So stellt die Schweiz mit einem verwalteten Vermögen von 2,3 Billionen US-Dollar immer noch das weltweit grösste Offshore-Finanzzentrum dar. Dies kommt einen Marktanteil von 26 Prozent gleich. Auf Platz zwei landen mit 16 Prozent Hongkong und Singapur. In Grossbritannien und den USA sind es nur 11 bzw. 8 Prozent.

Aus Beschäftigungssicht gibt die Umfrage durchaus Anlass für verhaltenen Optimismus. So beschäftigt der Finanzplatz noch knapp 37.400 Menschen, wovon allerdings nur gut die Hälfte tatsächlich bei Banken arbeitet. Immerhin 50 Prozent der Banken mit mehr als 200 Mitarbeitern gaben an, in 2014 mehr Personal als im Vorjahr zu beschäftigen. Lediglich 28,3 Prozent meldeten eine Verringerung um 3 bis 7 Prozent.

.../...

Beschäftigung am Finanzplatz Genf in 2014



Bei der Beschäftigung geht übrigens Pictet mit gutem Beispiel voran. In einem Interview mit „Finanz und Wirtschaft“ sagte Nicolas Pictet über die eigene Bank: „Wir sind sehr zufrieden mit dem Nettoneugeldzufluss. Nach einem etwas schwierigen Jahresanfang waren vor allem die Monate Juni und jüngst auch September sehr gut. Der Zufluss wird allerdings nicht primär in der Schweiz, sondern ausserhalb der Landesgrenzen verzeichnet. Das Wachstum ruft nach Investitionen. Die Anzahl der Mitarbeiter werden wir von heute rund 3600 bis Ende Jahr auf rund 3700 steigern.“ Demnach scheint der Aufbau vor allem ausserhalb der Schweiz stattfinden. Ein Pictet-Sprecher sah sich allerdings ausser Stande, zu präzisieren, wo der Aufbau genau stattfindet.

Allerdings scheint der kleine Aufschwung bei der Beschäftigung in Genf auch schon wieder vorbei zu sein. Denn eine kleine Mehrheit von 54,5 Prozent der Banken mit mehr als 200 Beschäftigten rechnet für 2015 mit einer um bis zu 5 Prozent sinkenden Beschäftigung. Der Rest geht von einer unveränderten Mitarbeiterzahl aus.

Die Personalentwicklung fällt am Finanzplatz Genf aber nach Front, Middle und Back Office unterschiedlich aus. Einen gewissen Jobboom gibt es im Middle Office, wo Funktionen wie Risikomanagement und Compliance angesiedelt sind. Dort verzeichneten 64,3 Prozent der Banken mit über 200 Beschäftigten im ersten Halbjahr einen Personalaufbau. Auch im Front Office scheint es ein kleines Plus zu geben: Während 35,7 Prozent hier Personal aufbauten, reduzierten nur 21,4 Prozent ihre Beschäftigung im kundennahen Bereich.

Dagegen stehen im Back Office (ohne IT) alle Zeichen auf Abbau. Hier verringerten 35,7 Prozent der Banken ihr Personal. Nur 14,3 Prozent schufen zusätzliche Stellen. In der IT indes hielten sich Aufbau und Abbau die Waage.

Die Grundgehälter scheinen auch weiterhin zu steigen. Bei 35,7 Prozent der Banken mit über 200 Mitarbeitern legten die Lohnkosten (ohne Boni) um 3 bis 7 Prozent zu; bei 14,2 Prozent kletterten sie sogar um über 8 Prozent. Nur 21,4 Prozent gaben eine Verringerung an.

Bei den variablen Vergütungen sieht es indes traurig aus. Jeweils gut ein Drittel der befragten Banken rechnen mit sinkenden oder gleichbleibenden Boni. Weniger als 30 Prozent erwarten steigende Boni.

Schweizer Privatbankier verteidigt Pauschalbesteuerung

Details

Mittwoch, 15. Oktober 2014 10:24



Nicolas Pictet, Privatbankier und Präsident der Stiftung Genfer Finanzplatz, warnt davor, die Pauschalbesteuerung in weiteren Teilen der Schweiz abzuschaffen. Und er beklagt die wachsende Rechtsunsicherheit hierzulande.

«Man sollte sich davor hüten, die Abschaffung der Pauschalbesteuerung im Kanton Zürich als Erfolg zu interpretieren», sagt der Genfer Privatbankier

Nicolas Pictet

(Bild

) in einem

Interview mit der Anlegerzeitung «Finanz und Wirtschaft» vom Mittwoch.

Die Limmatstadt sei umgeben von Kantonen mit tiefen Steuern, was sehr disziplinierend wirke. Viele der effektiv pauschalbesteuerten Personen hätten sich in eben diesen benachbarten Kantonen niedergelassen, so Pictet weiter.

Portugal führt Pauschalbesteuerung ein

In Genf sei die Situation anders. Nicht weniger als 150 Millionen Franken an Steuereinnahmen stammten aus der Pauschalbesteuerung, betont Nicolas Pictet.

Er weist auch darauf hin, dass in anderen Ländern Europas die Pauschalbesteuerung nun gerade eingeführt

.../...

werde, wie in Portugal etwa. «Die Portugiesen wissen, weshalb», sagt der Genfer Privatbankier und liefert auch gleich die Erklärung.

Wachsende Rechtsunsicherheit

«Die Pauschalbesteuerung bringt Einnahmen und zieht Leute an, die überdurchschnittlich viel konsumieren und investieren – wovon letztlich alle profitieren», so Pictet.

In dem Interview räumt der Genfer auch ein, dass die Rechtssicherheit in der Schweiz in den vergangenen zwei bis drei Jahren regelrecht erodiert habe, was wiederum mit verschiedenen politischen Vorlagen und Abstimmen zu tun habe, die zum Teil noch anstünden.

Chinesische Bank auf dem Radar

Dies ist offenbar auch der Grund, weshalb der Finanzplatz Genf gegenüber anderen internationalen Finanzzentren jüngst an Attraktivität verloren habe, wie auch aus den neusten Zahlen der Fondation Genève Place Financière hervorgeht, die am Dienstag präsentiert wurden.

Schliesslich zeigt sich Pictet zuversichtlich, dass sich nach der britischen IG Bank, der brasilianischen PBT Pactual bald auch eine chinesische Bank in der Rhonestadt niederlassen werde. «Eine Delegation des Genfer Regierungsrats hat vor diesem Hintergrund vor einigen Wochen Peking besucht. Wir sind zuversichtlich, dass wir hier schon bald Erfolge melden können», sagt Pictet.

Teil eines Pakets?

Wie Erinnerung war schon einmal ein Finanzinstitut aus dem Reich der Mitte in Genf ansässig: die Bank of China (Suisse). Allerdings konnten sich die Chinesen mit den hiesigen Verhältnissen offenbar nie richtig anfreunden, zudem gab es auch Differenzen mit der Finma, was zu einem Rückzug der Bank of China (Suisse) führte, während die verbliebenen Kundenvermögen der Julius-Bär-Gruppe veräussert wurden.

Die jüngsten Bemühungen für eine chinesische Bank in Genf dürften nun noch dadurch begünstigt werden, dass im Rahmen der Verhandlungen zwischen der Schweiz und China zwecks Aufbau eines Renminbi-Hubs hierzulande auch die Niederlassung eines Finanzinstituts aus dem Reich der Mitte angestrebt wird.

La place financière genevoise bénéficie de nombreux atouts

14.10.2014 - 16:39

La conférence de presse annuelle de Genève Place Financière a été placée sous le signe des grands défis qui attendent les intermédiaires financiers genevois : la préservation de leur compétitivité ; les emplois ; les décisions cruciales en matière de fiscalité. Les résultats de l'enquête conjoncturelle 2014-2015 montrent que les conditions cadre se sont détériorées. Il est essentiel que les autorités s'engagent avec détermination en faveur de la compétitivité de la place financière suisse et genevoise en comparaison internationale.



La réglementation comme accélérateur de la compétitivité

Industrie d'exportation par excellence, la gestion de fortune transfrontalière dépend d'un accès optimal aux marchés étrangers, et en particulier à celui de l'Union européenne. C'est pourquoi, la Suisse doit prendre en compte les standards internationaux. En revanche, elle ne doit pas profiter de ces évolutions législatives pour introduire un « Swiss finish » préjudiciable à notre compétitivité.

Fiscalité : des décisions cruciales pour l'attractivité de Genève

Un chantier sans précédent s'est ouvert en matière de fiscalité : imposition d'après la dépense; imposition des successions; réforme de l'imposition des entreprises; impôt fédéral sur les gains en capital privé. La Fondation Genève Place Financière plaide en faveur du maintien du forfait fiscal, qui rapporte chaque année près de 150 millions dans les caisses de l'Etat de Genève. Dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises, elle soutient la solution privilégiée par le Gouvernement genevois qui consiste à introduire un taux d'imposition à 13%, identique pour toutes les personnes morales.

Enquête conjoncturelle : des indicateurs à la baisse

Les résultats de l'enquête 2014-2015 montrent une évolution positive des actifs sous gestion. La place financière genevoise continue d'enregistrer de nouveaux apports de fonds. Mais les ajustements entamés ne sont pas encore terminés. Les intermédiaires financiers sont prudents sur les perspectives pour 2015 tant en termes d'emplois que de bénéfice compte tenu de l'évolution des conditions cadre. Ces résultats confortent la Fondation Genève Place Financière dans le choix de ses trois actions prioritaires : lobbying, promotion et formation. Genève bénéficie d'un effet « cluster » unique au monde et peut compter sur de nombreux talents. Une place financière forte bénéficie à l'ensemble de l'économie et, par conséquent, à l'ensemble des citoyens.

Plus d'infos: Fondation Genève Place Financière

Climat d'expectative pour les banques suisses en 2015

14.10.2014 15:13



Edouard Cuendet, directeur de la fondation Genève Place Financière, le 14 octobre 2014. [Sandro Campardo - Keystone]

Genève Place Financière, organe faitier de la place financière, table sur un climat d'expectative pour 2015: près de 70% des grands établissements financiers escomptent la stabilité de leurs activité.

L'enquête conjoncturelle de Genève Place Financière reflète un climat d'expectative, selon son directeur Edouard Cuendet.

Pour 2015, 69% des grands établissements escomptent la stabilité de leurs activités, 23% une détérioration, 7,7% une amélioration. Les banques plus petites sont plus optimistes: 28% tablent sur la stabilité, 14% une aggravation et 57% une bonne année.

Stabilité de la provision des bénéfices

Les prévisions de bénéfices évoluent dans le même sens pour l'an prochain: elles sont stables pour 45% des grandes banques avec 27% prévoyant une baisse et 18% une hausse modérée, 9% une forte hausse. Les banques plus petites ne s'attendent à aucune baisse de leur profit, pour 57% une hausse modérée et pour 42% une hausse plus forte.

Les perspectives pour l'emploi ne sont pas bonnes: 45,5% des grands établissements prévoient en 2015 des effectifs inchangés et 54% une réduction allant jusqu'à 5%. Les banques plus petites entrevoient, en revanche, à 83% des augmentations de personnel et à 16% des réductions.

ats/fxl

LES CONDITIONS-CADRES DES BANQUES SE SONT DÉTÉRIORÉES

Les conditions-cadres de la place financière se sont détériorées, a averti mardi Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place Financière. Genève perd des places en lien avec une réglementation et une action gouvernementales peu positives pour la finance, a-t-il affirmé.

Genève tombe à la 13e place du classement des centres financiers, réalisé par Z/Yen Group, et perd ainsi quatre rangs. "Ce résultat décevant est clairement le résultat d'une perte de compétitivité due à une réglementation de plus en plus lourde et à un accès au marché problématique", a déclaré Nicolas Pictet.

Emission Forum (radio)**La Fondation Genève Place financière publie les résultats de son enquête**

Nicolas Pictet, président de Genève Place financière. [Reuters]

Ce mardi matin, une présentation a été faite des résultats de l'enquête conjoncturelle réalisée chaque année par la Fondation Genève Place financière auprès des établissements de la place. L'enquête montre que les conditions-cadre se sont détériorées, ce qui suscite des inquiétudes du côté des banquiers qui lancent un appel aux autorités politiques pour préserver la compétitivité de la Place financière suisse et genevoise. L'interview de Nicolas Pictet, président de Genève

Place financière et associé-gérant de la banque Pictet, suivie de l'analyse de Fabrice Gaudiano.



↓ télécharger

♥ ajouter à mes playlists

Sur le même sujet

📄 **Climat d'expectative pour les banques suisses en 2015 - | 14 octobre 2014**

<http://www.rts.ch/info/economie/6221603-climat-d-expectative-pour-les-banques-suissees-en-2015.html>

Le journal du matin (radio)



<http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/le-journal-de-6h/6204390-presente-par-sandra-viscardi-15-10-2014.html?f=player/popup>

Interview d'Edouard Cuendet (12'34")

Le 19h30



<http://www.rts.ch/video/info/journal-19h30/6223210-le-19h30.html>

17'42" : conférence de presse

18'03" : Nouvo



<http://www.rsi.ch/rete-uno/programmi/informazione/radiogiornale/>

Début du sujet : 7'35"